

Questions orales

peu plus élevés qu'ils ne l'étaient lorsque nous avons formé le gouvernement.

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre détourne la question. On dit que dans l'ensemble des coupures de programmes que son gouvernement a faites relativement aux transferts aux provinces, au niveau de l'assurance-chômage, 82 p. 100 de ces coupures ont été faites dans le fonds de l'assurance-chômage. C'est cela qu'on lui dit aujourd'hui. Et c'est cela qu'il tente de dévier comme information.

Je lui pose la question suivante: Le premier ministre se rend-il compte que la façon dont il s'y prend pour réduire le déficit par le truchement des surplus à l'assurance-chômage est odieuse et témoigne de son incapacité à assainir les finances publiques autrement que par une taxe à l'emploi? Car c'est bien cela son assurance-emploi, c'est une taxe sur l'emploi.

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.): Monsieur le Président, le député tente encore une fois d'induire les Canadiens en erreur.

Revenons à vendredi dernier et arrêtons-nous sur deux faits essentiels. Il est très important de dissiper la confusion que les bloquistes provoquent constamment.

Premièrement, les économies de 800 millions de dollars qui sont réalisées au titre du régime sont utilisées directement aux fins des prestations d'emploi pour remettre les Canadiens au travail. Il s'agit donc d'un changement important des prestations de revenu en des prestations d'emploi, qui devrait nous permettre de nous adapter aux nouvelles situations relatives au travail. Ce changement nous donne un moyen efficace et rapide pour que les Canadiens réintègrent le marché de l'emploi.

Les chiffres que le député cite n'ont absolument aucun rapport avec notre déclaration voulant que l'argent soit directement réutilisé.

Deuxièmement, nous commençons à réduire les cotisations au régime. Nous réduisons de 1,3 milliard de dollars les cotisations des employeurs et des employés, afin qu'ils puissent créer des emplois et avoir plus d'argent dans leurs poches.

[Note de l'éditeur: Interruption due à une panne d'électricité.]

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Monsieur le Président, mon argument est tellement puissant qu'il surcharge le circuit électrique de la Chambre. La difficulté, c'est que dès que les bloquistes interviennent, tout le monde est plongé dans l'obscurité.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Preston Manning (Calgary—Sud—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, le premier ministre dit qu'il veut régler la

question de sa politique de fortune sur l'unité et s'occuper ensuite des emplois et de l'économie. Soit.

Pour l'instant, le plus grand obstacle à la création d'emplois et à la croissance économique est ce fardeau de la dette fédérale de 570 milliards de dollars, que le gouvernement alourdit au rythme effarant de près de 100 millions de dollars par jour.

Le FMI et des groupements canadiens du monde des affaires ont réclamé à maintes reprises du ministre des Finances qu'il revienne sur terre et révise ses objectifs trop timides de réduction du déficit.

Le premier ministre a-t-il expressément ordonné au ministre des Finances de proposer un nouvel objectif en matière de réduction du déficit, le seul qui veuille dire quelque chose pour le contribuable canadien, soit un déficit nul au plus tard en 1997-1998?

• (1425)

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes en bonne voie d'atteindre les objectifs que nous avons proposés aux Canadiens.

Nous avons dit que nous avons hérité d'un déficit de 6,2 p. 100 du PIB et que nous le ramènerions à 3 p. 100 en trois ans. Nous y arriverons. Nous avons fixé des objectifs réalistes de manière à ne pas paralyser la croissance. Et tout en abaissant le déficit, nous avons réduit le chômage. Nos politiques donnent d'excellents résultats.

La plupart du temps, les députés du tiers parti ne posent pas de questions sur l'économie. Hier, par exemple, ils ont passé la journée à parler des armoiries. Est-ce que c'est d'une importance cruciale?

Le 15 janvier 1994, le chef du Parti réformiste a critiqué les partis d'opposition précédents, en disant que n'importe qui pouvait se ridiculiser à la période des questions. Hier, le Parti réformiste en a donné une belle preuve.

M. Preston Manning (Calgary—Sud—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, l'ancien président du Conseil économique du Canada, John Deutsch, avait du mal à amener M. Trudeau à prendre au sérieux le problème de la dette et du déficit. Je me demande si M. Trudeau a transmis le virus à l'actuel premier ministre.

La seule manière dont M. Deutsch réussissait à amener Trudeau à prendre les finances publiques au sérieux, c'était de les lier d'une manière quelconque à la question du Québec ou de l'unité. Nous pourrions peut-être piquer l'intérêt du premier ministre en lui signalant un récent sondage CROP selon lequel 80 p. 100 des Québécois pensent que le gouvernement devrait s'efforcer de vraiment réduire le déficit. Voici un souci que les Québécois partagent avec les autres Canadiens.

Si le premier ministre cherche des moyens d'unir le pays, pourquoi n'engage-t-il pas personnellement son gouvernement à équilibrer le budget avant la fin de son mandat? Je lui demande de ne pas répondre en parlant de ses 3 p. 100.

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, à la dernière campagne électorale, nous avons pris grand soin de mettre par écrit ce que nous allions faire. Nous